

*** Portugal 1974/175. Autonomie des travailleurs, État et marché mondial (João Bernardo)**

1. Le 25 avril a été provoqué par l'incapacité du fascisme à gagner les trois guerres coloniales.

Sans cela, il n'y avait aucune raison pour que le salazarisme ne se démocratise pas progressivement, à l'instar du fascisme espagnol. Cette opération aurait eu pour base sociale les technocrates et les gestionnaires¹, dont l'importance était déjà significative au sein de l'appareil d'État. Ce furent eux qui incarnèrent la continuité politique et économique du capitalisme en 1974 et en 1975.

Les guerres coloniales entravaient la démocratisation du pays. Pour démocratiser le Portugal, il fallait mettre fin à la guerre, ce qui aurait entraîné une défaite politique considérable pour le fascisme portugais. En même temps, le régime avait de plus en plus de mal à poursuivre ses efforts militaires. Le Portugal a toujours été un pays d'émigration, mais à partir des années 1960, le mouvement prit une autre direction : il se réorienta des Amériques et de l'Afrique vers l'Europe, facilitant beaucoup les déplacements de la force de travail. Pour un nombre croissant de jeunes travailleurs, effectuer leur service militaire aurait retardé de quatre ans, au moins, leur projet de partir travailler à l'étranger. Et puisque dans la plupart des cas, l'émigration était clandestine, peu leur importait que leur situation militaire fût régularisée ou non. Le développement du mouvement étudiant de protestation contre la guerre conduisit un nombre considérable d'étudiants à émigrer eux aussi, pour ne pas participer à la guerre coloniale.

Les problèmes de recrutement étaient encore plus sensibles parmi les officiers de carrière parce que peu de jeunes s'inscrivaient à l'Académie militaire. Dans cette situation, le gouvernement s'était vu obligé de confier à des officiers du contingent des fonctions et des avantages jusqu'alors réservés aux officiers de carrière de rang inférieur. À ses débuts, le Mouvement des forces armées incarna l'opposition de ces officiers professionnels au statut accordé aux officiers du contingent. Mais le MFA évolua et se mit d'accord sur deux thèmes centraux : l'armée ne pouvait remporter militairement les guerres coloniales ; et il fallait entamer des négociations avec les mouvements de libération. Pour cela, le gouvernement de Lisbonne devait être renversé. Tel était l'objectif initial du coup d'État du 25 avril 1974.

2. Le coup d'Etat militaire du 25 avril n'aurait pas triomphé si facilement sans le soutien de l'écrasante majorité de la population.

La population acclama les militaires insurgés dans toutes les villes du pays. Elle applaudit également les forces pro-gouvernementales, croyant qu'elles étaient passées du côté de ce qu'on appela la «Révolution des œillets», ce qui provoqua une complète démoralisation au sein de ces forces. Enfin, les régiments fidèles au gouvernement se trouvèrent dans l'impossibilité d'attaquer les dizaines de milliers de personnes qui descendaient dans la rue.

3. L'importance du soutien de la population aux militaires insurgés les obligea à remodeler l'appareil d'État, plutôt que d'y apporter simplement quelques modifications, comme ils l'avaient initialement prévu.

De ce point de vue, on se trouva face à deux types de situation:

– À Lisbonne, grâce à des initiatives absolument spontanées, la population fit appel à la Junte de salut national pour résoudre les problèmes les plus divers. Les files d'attente atteignirent des dimensions

¹ Pour l'auteur, il existe deux classes dominantes sous le capitalisme : les gestionnaires et les bourgeois (*NdT*).

énormes autour du palais où la Junte s'était installée. Ses membres furent donc obligés de prendre des décisions sur des questions extrêmement variées, et, compte tenu de la profonde ignorance qui caractérise les militaires de carrière, ils durent recourir aux officiers du contingent relativement plus instruits. Or, la plupart de ceux-ci étaient de gauche et entretenaient des liens avec les partis de gauche et d'extrême gauche.

– En province, l'appareil d'État régional et local fut complètement dissous. Salazar avait toujours veillé à ce que ses partisans ne se mêlent pas trop de politique et il avait insufflé à tous ses collaborateurs une peur panique du communisme. Incapables de faire face aux événements, les autorités régionales et locales abandonnèrent leurs postes ou s'enfuirent. C'est ainsi que, dans les mairies, les médecins et les avocats de droite furent remplacés par leurs cousins et leurs beaux-frères, avocats et médecins appartenant à la gauche modérée ou proches du Parti communiste. Sans avoir besoin d'élections, cette gauche réussit à contrôler l'appareil administratif provincial.

4. L'armée est un appareil d'État supplémentaire.

Les forces armées étaient l'unique structure dont disposait encore le capitalisme et qui était capable d'envoyer des ordres du centre vers les régions. Durant les jours qui suivirent le coup d'État du 25 avril, l'armée incarna le squelette de l'État. La gauche modérée et le Parti communiste étaient les veines et les nerfs qui donnèrent vie à ce squelette. De plus, l'armée et les partis politiques partageaient un modèle hiérarchique commun.

5. Tout en exerçant des pressions sur la Junte de salut national afin de reconstituer l'appareil d'État, les travailleurs commencèrent à s'auto-organiser.

Le nouvel appareil politique, aussi bien à Lisbonne qu'en province, n'existait que sous la forme de petits groupes de dirigeants² qui ne disposaient d'aucune structure pour encadrer les masses. L'existence de ces chefs reposait uniquement sur la confiance de la population qui les utilisait quand elle pensait avoir besoin d'elles.

La reconstruction de l'appareil d'État fut donc l'une des dimensions prises par l'initiative des travailleurs et l'autonomie de leur action. Et elle révéla, bien sûr, les limites de cette autonomie.

L'autre dimension fut l'organisation de la production dans certaines entreprises, puis l'organisation de la vie dans certains quartiers. Dans l'industrie, les événements se déroulaient fréquemment dans l'ordre suivant : le patron s'enfuyait avec l'argent ou abandonnait son entreprise dans une situation économique très précaire; face au risque de chômage, les travailleurs occupaient l'entreprise et reprenaient la production. Dans les régions de l'Alentejo et du Ribatejo, les ouvriers agricoles occupèrent collectivement de très grandes propriétés, souvent sous-exploitées, afin de mettre fin au spectre du sous-emploi et du travail précaire. Telles furent les deux tendances les plus radicales.

Mais dans la plupart des autres entreprises, les commissions de travailleurs jouissaient de pouvoirs plus ou moins étendus, allant de la direction des luttes à l'influence directe dans la gestion.

6. Il existe un antagonisme irréconciliable entre les conséquences sociales de la reconstruction de l'appareil d'État et l'organisation directe de la production par les travailleurs.

L'appareil d'État a pour objectif de centraliser les décisions et tenir les travailleurs à l'écart de l'organisation de la production et de l'organisation de leur vie en général. Par contre, l'organisation directe de la production par les travailleurs suscite l'émergence de nouveaux modèles dans les rapports de travail et la gestion économique. Ces nouveaux rapports sociaux de production découlent

² Le mot *cupula* («groupe de personnes qui définit des règles», selon la définition du dictionnaire) a, pour les libertaires, un sens plutôt péjoratif, celui de chefs sans troupes ou de cliques (*NdT*).

immédiatement des rapports communautaires et égalitaires que les travailleurs établissent entre eux lorsqu'ils luttent en gardant l'initiative et en préservant leur autonomie.

Je me souviens d'un exemple frappant. Au cours d'une des tables rondes organisées par le journal *Combate*³ avec des travailleurs de diverses entreprises, les ouvrières de Sogantal (qui furent les premières à entrer en autogestion) incitèrent les ouvrières de Charminha à réorganiser leurs rapports de travail, à discuter des problèmes que posaient leurs contremaîtres et des fonctions assumées par le personnel des bureaux. Dans une entreprise plus grande, Efacec/Inel, les salariés envisagèrent très sérieusement de réorienter la chaîne de production, en tenant compte du nouveau rôle social assumé par la classe ouvrière.

Tel est le potentiel futur du mouvement ouvrier. Et telle est la seule signification non démagogique du mot *communisme*. Le communisme développe des formes d'organisation déjà embryonnaires dans les luttes ouvrières d'aujourd'hui. Il transforme ces rapports noués dans la lutte en rapports de production ; et il organise la société dans son ensemble, selon le collectivisme et l'égalitarisme qui unissent les travailleurs lorsqu'ils mènent leur lutte de manière autonome.

7. L'avant-garde de la classe ouvrière est constituée, à chaque instant, par celles et ceux qui cherchent à pousser le plus loin possible la tendance à transformer les rapports noués dans la lutte en rapports de production.

Les secteurs où cette tendance est la plus développée seront ceux où les nouvelles formes d'organisation du travail seront le plus à même de s'affirmer contre les modèles de gestion capitalistes.

En 1974 et 1975, face à la crise interne du capitalisme au Portugal, le marché mondial imposa rigoureusement les critères capitalistes de productivité et d'organisation. Plus une entreprise dépendait directement du marché mondial, moins elle pouvait transformer ses rapports noués dans la lutte en de nouvelles formes d'organisation du travail. Dans ces entreprises, le mode d'élection des commissions de travailleurs était absolument démocratique, mais leurs membres agirent comme des gestionnaires capitalistes dès qu'ils durent organiser le travail.

Pour cette raison, des conflits surgirent systématiquement entre la base ouvrière et les commissions, ce qui entraîna de nombreuses démissions et de nouvelles élections. La répétition de ces échecs suscita le découragement, le retrait de la base ouvrière et l'apathie croissante de la masse des travailleurs, l'isolement des commissions de travailleurs et enfin leur transformation définitive en des organes intégrés dans la gestion capitaliste. C'est ce mécanisme profond qui a brisé l'élan du processus révolutionnaire et a permis la normalisation capitaliste de la société portugaise.

Par contre, les entreprises qui, en raison du type de produits fabriqués et de matières premières utilisées, étaient les plus éloignées du marché mondial, purent souvent bénéficier du soutien actif des autres travailleurs. Lorsque cela créa un «marché solidaire» (l'expression ne me plaît guère), la tendance à une organisation collective du travail put durer très longtemps. Les travailleurs de Sousa Abreu battirent tous les records, pendant des années, en vendant les serviettes de bain qu'ils produisaient dans les foires et les quartiers populaires. Mais précisément parce qu'elles occupaient seulement une position périphérique dans la structure économique, l'impact de ce type d'entreprises sur les transformations sociales n'alla pas au-delà de leur valeur didactique.

³ Les 51 numéros de *Combate* sont parus entre juin 1974 et février 1978. Pour plus de détails on lira le tome 1 de *Portugal, la révolution oubliée* (paru aux Editions Ni patrie ni frontières), qui contient le livre de Danubia Mendes Abadia, *Combate et les luttes sociales pour l'autonomie (1974-1978)*. Le tome 2 contiendra la traduction des éditoriaux de *Combate* et d'un certain nombre de tables rondes organisées par cette publication. Cf. aussi le bilan collectif établi par quatre membres du groupe : <http://www.mondialisme.org/spip.php?article2658> (NdT).

En ce qui concerne les Unités collectives de production⁴, dans les régions agricoles de l'Alentejo et de Ribatejo, leur unique source de financement était l'État. Elles incarnèrent donc le double aspect de l'initiative des travailleurs. Elles organisèrent de manière autonome la production locale ; mais en même temps, elles firent pression sur l'appareil d'État, ce qui eut pour effet d'accélérer sa reconstitution.

Le développement de l'auto-organisation dans les entreprises se traduisit par une auto-organisation dans les quartiers. Et là aussi, on observa les deux dimensions contradictoires que j'ai soulignées. Plus éloignées du marché et des contraintes imposées par la gestion capitaliste, les commissions d'habitants se révélèrent plus durables que les commissions de travailleurs. Mais comme elles étaient aussi plus proches du pouvoir central qui leur fournissait des infrastructures, les commissions d'habitants jouèrent un rôle majeur dans les pressions qui conduisirent à la reconstruction de l'appareil d'État.

Le mouvement ouvrier apparu après le 25 avril dut affronter un problème fondamental : l'avant-garde sociale n'occupait pas une fonction économique centrale dans le processus de production. Par conséquent, elle ne réussit pas à étendre à l'ensemble du système économique les nouveaux principes d'organisation sociale qu'elle mettait en pratique. Les pressions du marché mondial empêchèrent une telle expansion.

Dans les circonstances actuelles et dans tous les pays, la conclusion est la même. Soit les nouveaux rapports sociaux nés dans la lutte ne toucheront que des secteurs économiques marginaux, et ils seront condamnés à ne pas se développer et à se scléroser.

Soit, pour réorganiser les secteurs cruciaux de l'économie, ils devront affronter directement le marché mondial, mais cela ne pourra se produire que si l'attaque est lancée simultanément dans plusieurs pays. Le capitalisme est organisé au niveau international, tandis que les travailleurs restent divisés par des frontières.

8. La préservation du marché mondial fut la condition indispensable pour que s'accomplisse la réorganisation finale de l'appareil d'État et de l'économie capitaliste au Portugal.

Le désengagement des travailleurs de base dans la plupart des entreprises accéléra l'isolement et la dégénérescence de leurs commissions ; les entreprises ayant survécu grâce aux «marchés solidaires» furent progressivement asphyxiées ; l'État prit le contrôle des Unités collectives de production grâce à son rôle de financier. A partir des années 1975/1976, ces trois facteurs permirent à l'appareil d'État de cesser d'être une simple hiérarchie constituée de petites cliques de dirigeants soutenus par la bonne volonté de la population ; il put ainsi acquérir des fondations plus solides.

Les partis commencèrent à exister en tant qu'organisations de masse, alors qu'auparavant, dans les journaux, le Mouvement des forces armées prenait la parole pour exhorter les gens à rejoindre les partis. Les syndicats, dont les dirigeants déploraient publiquement leur petit nombre d'adhérents, se développèrent parallèlement à la dégénérescence des commissions de travailleurs. Et les édiles locaux purent s'implanter grâce à la dégénérescence des commissions d'habitants.

En effet, la démocratie parlementaire et représentative n'est-elle pas l'expression parfaite de l'absence d'autonomie des travailleurs? Le pouvoir, on l'a ou on ne l'a pas ; et lorsqu'on le délègue, on

⁴ «Dans les zones occupées, qui plus tard se transformèrent en coopératives ou en unités collectives de production (UCP), les décisions étaient généralement prises lors d'assemblées générales où tous les participants et participantes discutaient ouvertement des problèmes et cherchaient des solutions ; ces réunions étaient facilitées par le fait que tous venaient du même village, ou d'endroits voisins et se connaissaient depuis longtemps. [...] Chaque unité de production avait une commission de gestion composée de membres élus par les commissions de travailleurs, représentant les exploitations agricoles qu'avaient formées les UCP et les coopératives. Ces commissions étaient élues lors d'une assemblée générale des travailleurs, même s'il est clair que, dans de nombreux cas, leur création fut imposée et contrôlée par les syndicats, eux-mêmes contrôlés par les partis ; cependant, durant la période la plus intense des occupations, c'est-à-dire pendant l'été 1975, les travailleurs et travailleuses s'organisèrent indépendamment des structures syndicales et partidaires.» Danubia Mendes Abadia, *op.cit.*

le perd. La dégénérescence de l'autonomie des travailleurs et le développement de la démocratie capitaliste constituent un seul et même processus.

Ni l'intervention des militaires ni la continuité représentée socialement par les technocrates et les gestionnaires n'auraient suffi à assurer la transformation démocratique du Portugal. Conformément à l'ambiguïté contradictoire de tous les mouvements confinés aux frontières nationales, c'est l'action autonome de la classe ouvrière qui, tout en remettant en question le capitalisme et en faisant progresser l'expérience d'un avenir possible, exerça également les pressions nécessaires à la réorganisation de l'appareil de Etat et à la modernisation du capitalisme au Portugal.

(Ces notes ont servi à l'auteur pour une conférence qui eut lieu le 27 novembre 1981 dans le département de sociologie de l'université de Liège, en Belgique.)